

PREFECTURE DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire

Direction départementale des services vétérinaires de la
Sarthe

Groupe de subdivisions du Mans
Résidence Borromée – 4, rue Saint Charles
72000 LE MANS
Tel : 02 43 24 24 77 – Fax : 02 43 87 00 58

5, rue Joseph Marie Jacquard
CP n° 80378
72026 LE MANS CEDEX 2
Tel : 02 43 86 70 75 – Fax : 02 43 86 70 51

Le Mans, le 9 octobre 2009

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

[Charte de l'inspection des installations classées – Extrait]

« L'inspection des installations classées exerce une mission de police environnementale
auprès des établissements industriels et agricoles.

Cette mission de service public, définie par la loi, vise à prévenir les dangers
et les nuisances liés à ces installations afin de protéger
les personnes, l'environnement et la santé publique. »

Objet : - Installations Classées

**- Surveillance et réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau
provenant des installations classées**

En application de la circulaire du 5 janvier 2009, le présent rapport a pour objet de prescrire aux établissements industriels du département relevant de la directive IPPC et ayant des rejets d'effluents industriels dans le milieu aquatique, une surveillance puis si nécessaire une réduction des substances dangereuses dans leurs rejets.

.../...

1 – Origine de l'action sur les substances dangereuses dans l'eau

De 2002 à 2007, une action de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) a été déployée en vue de répondre à des obligations communautaires dont la directive européenne dite directive cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000, en raison de leur toxicité pour le milieu aquatique.

Cette action a été initiée au plan national pour les établissements relevant des installations classées par la circulaire du 4 février 2002, et a permis de réaliser l'inventaire de 106 substances chimiques dans les rejets aqueux de 2700 installations classées, sur la base du volontariat des établissements industriels dont une centaine de la région Pays de la Loire (confer point 2).

A ce titre, l'INERIS a présenté, à la demande du ministère, la synthèse nationale des résultats obtenus lors de la première phase de recherche dans un rapport final du 15 janvier 2008 disponible sur le site internet : <http://rsde.ineris.fr>.

De cette phase de recherche, il en ressort que toutes les substances recherchées ont été quantifiées au moins une fois, et certaines concernent plus de 30% des sites industriels, comme en particulier pour les familles de substances suivantes (% de sites pour lesquels au moins une substance a été quantifiée par famille chimique) : métaux (94%), HAP Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (46%), Phtalates (38%), Alkylphénols (32%), BTEX Benzène Toluène Ethylbenzène Xylène (31%), Chlorophénols (27%), Organoétains (27%), Pesticides (23%), Phosphates (23%).

Aujourd'hui, cette action est également l'une des priorités affichées du Grenelle n°1 (article 28 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009) et fait partie du périmètre du Plan Régional Santé-Environnement n°2 en cours d'élaboration.

2 – État des lieux dressé fin 2006 dans les Pays de la Loire à l'issue de la phase de recherche

Une synthèse régionale des résultats a été réalisée fin 2006 et présentée aux industriels en réunion d'information en mars 2007. Il en est ressorti les points essentiels suivants :

- **par catégorie de substances :**
 - sur un inventaire de 123 substances, 86 ont été détectées ;
 - près de la moitié des mesures ont porté sur des substances dites "prioritaires" au sens de la décision n°2455/2001/ce du 20 novembre 2001 ;
 - 6 substances ou familles de substances "dangereuses prioritaires" ont été détectées : les nonylphénols, l'hexachlorobenzène, le pentachlorobenzène, le pentabromodiphényléther, le cadmium et le mercure ;
 - 27 substances ou familles de substances "prioritaires" ont été détectées ;
 - 12 substances ont été détectées dans au moins 20 % des rejets dont deux "dangereuses prioritaires" - le di(2-éthylhexyl)phtalate (71 %) et les nonylphénols (22%) - et trois "prioritaires" - le nickel (37 %), le chloroforme (28 %) et le fluoranthène (20 %).
 - les 12 substances induisant les plus gros flux sont : 6 métaux (zinc, nickel, chrome, cuivre, arsenic et plomb), le di(2-éthylhexyl)phtalate, 2 cohv composés organiques halogénés volatils (chlorure de méthylène et chloroforme), le toluène, l'acide chloroacétique et le tributylphosphate.

- **par secteur d'activité :**

- les substances relevant de la classe dangereuse prioritaire ont été détectées le plus fréquemment dans les rejets des établissements du secteur du traitement de surface et des industries agro-alimentaires d'origine animale et végétale ;
- les secteurs d'activité générant les flux les plus importants parmi les substances "dangereuses prioritaires" et "prioritaires" sont : le traitement de surface (26 %), la papeterie et pâte à papier (24 %), l'industrie agro-alimentaire (20 %) et le traitement du textile (15 %).

3 – Objectifs nationaux de réduction ou de suppression

Les objectifs nationaux de réduction ou de suppression associés à chacune des substances en application de la DCE ont été précisées dans la circulaire ministérielle du 7 mai 2007 (B.O. du ministère du 15 août 2007). Ces objectifs sont repris globalement dans les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) en cours d'approbation d'ici la fin de l'année 2009, en application des dispositions du décret du 16 mai 2005 et de l'arrêté du 17 mars 2006 relatifs aux SDAGE et à leur contenu.

Ils sont définis en prenant comme année de référence :

- l'année 2004, année correspondant aux premières mesures de réduction de flux rejetés de substances dangereuses dans le cadre de l'opération nationale RSDE lancée en 2003 ;
- l'année 2015 correspondant à l'échéance des SDAGE.

Ils sont par ailleurs différenciés selon leur classification de dangerosité :

- 50% de réduction pour 11 substances dangereuses prioritaires figurant sur la liste de l'annexe X de la DCE, auxquelles s'ajoutent l'endosulfan et l'anthracène, ainsi que pour les 8 substances figurant à l'annexe IX de la DCE ;
- 30% de réduction pour les 20 autres substances prioritaires figurant sur la liste X de la DCE ;
- 10% de réduction pour les 86 autres substances dangereuses pertinentes sur le territoire français figurant sur la liste 2 de la directive 76/464/CE (désormais codifiée sous le n° 2006/11/CE du 15/02/2006).

Le premier bilan portant sur le respect de ces objectifs sera donc à établir à l'issue de l'année 2015 à l'échelle du bassin hydrographique Loire-Bretagne sur la base d'un examen effectué au niveau de chaque région.

Il est à noter que conformément aux dispositions du décret du 16 mai 2005, des objectifs de réduction plus ambitieux, indépendamment des objectifs nationaux, peuvent être fixés localement, substance par substance, notamment en cas d'atteinte avérée sur le milieu.

4 – Modalités de mise en oeuvre en application de la circulaire du 5 janvier 2009

En s'appuyant sur le rapport de l'INERIS du 15 janvier 2008, le ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire (MEEDDAT) a précisé, par **la circulaire du 5 janvier 2009**, le cadre de la *mise en oeuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu*

De cette circulaire accompagnée de 6 annexes, il ressort les points essentiels suivants :

- sur les établissements concernés : une généralisation à l'horizon 2013 à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation à l'origine de rejets industriels (eaux issues des procédés industriels, eaux pluviales ou de refroidissement susceptibles d'être souillées par l'activité industrielle, effluents bruts épandus), selon les axes de priorité suivants :
 - d'ici fin 2010 pour les établissements relevant de la directive IPPC, les nouvelles installations ou les établissements à enjeux au niveau régional ;
 - d'ici fin 2012 pour les autres établissements concernés.
- sur les substances visées : des listes de substances ciblées pour 38 secteurs ou sous-secteurs d'activité industrielle sur la base du rapport final établi par l'INERIS et en collaboration avec les représentants professionnels concernés.
- sur les modalités de surveillance :
 - une surveillance organisée en deux temps : une surveillance initiale à partir d'une campagne de six mesures (avec une cadence mensuelle) puis le maintien en surveillance pérenne pour les substances réellement détectées durant 2 ans et demi à partir de mesures trimestrielles ;
 - des modalités de surveillance renforcées dans le cas de rejets effectués dans une masse d'eau déclassée par une ou plusieurs substances ;
 - des critères clairement établis pour abandonner la surveillance des substances ;
 - des modalités précises à satisfaire en matière de prélèvement et d'analyses des substances dangereuses.
- sur les suites à donner :
 - la nécessité d'engager des études technico-économiques présentant les possibilités et les délais de réduction, voire de suppression dans le cas des rejets des substances dangereuses prioritaires, en vue de disposer d'éléments pertinents à l'horizon 2013 ;
 - la remontée d'informations sur l'état d'avancement par les applications informatiques GIDAF ou GEDAI (sur le bassin Loire-Bretagne) et sous GEREP au titre de la déclaration annuelle des émissions polluantes.

La circulaire prévoit que l'ensemble du dispositif soit mis en place au sein des établissements par arrêté préfectoral, après consultation des exploitants.

Parallèlement, à l'initiative du ministère, les organismes susceptibles d'intervenir pour le compte des exploitants, tant du point de vue du prélèvement que des analyses, ont été invités à se faire connaître en s'inscrivant sur le site internet rsde.ineris.fr. L'objectif recherché est de leur permettre de signaler leur champ d'intervention, en particulier les secteurs d'activité pour lesquels ils disposent de l'accréditation pour l'ensemble des substances visées.

Cette initiative facilite ainsi la tâche des exploitants pour sélectionner les organismes pouvant répondre à leurs besoins, à l'aide de l'outil de recherche multi-critères mis à disposition.

.../...

5

5- Cadrage dans la région Pays de la Loire

Sur la base de la circulaire du 5 janvier 2009 et des éléments connus en matière de rejets de substances dangereuses dans la région des Pays de la Loire à l'issue de la 1ère phase dite de recherche, l'inspection des installations classées a organisé pour la région Pays de la Loire la mise en place du dispositif de surveillance des rejets de substances dangereuses dans l'eau dans un souci de simplification et de lisibilité pour l'ensemble des acteurs concernés, avec une démarche commune entre la DREAL et les directions départementales des services vétérinaires.

Dans cette approche, l'inspection des installations classées a choisi de mettre en œuvre le programme d'actions selon les modalités suivantes :

1. engager dans un premier temps la surveillance pour les établissements relevant de la directive IPPC et ceux identifiés comme prioritaires nationaux au titre des critères retenus en matière de pollution de l'eau : 112 établissements recensés sur la région pour ceux suivis par la DREAL, et environ 40 pour ceux suivis par les DDSV ;
2. procéder à la sélection des substances à surveiller par site sur la base des listes-cibles définies au niveau national et en intégrant les critères suivants (se référer à l'annexe 1 de l'APC fixant la liste prévue pour chaque site) :
 - **substance en caractères gras** : substance reconnue au niveau national comme représentative du secteur d'activité et significative en matière de rejets --> substance incontournable à retenir dans la liste des substances à surveiller ;
 - *substance en italique* : substance identifiée au niveau national comme potentiellement présente dans le secteur d'activité --> substance pouvant être exclue de la liste des substances à surveiller, dès lors que l'exploitant apporte des éléments justifiant l'absence de la substance dans les rejets de l'établissement, notamment si la dite substance ne figure dans aucune composition des produits employés sur le site ;
 - substance soulignée : substance détectée lors de la campagne initiale effectuée sur le site --> substance dont la présence mérite d'être vérifiée en l'incluant dans la liste des substances à surveiller.
3. fixer les modalités de la surveillance initiale et de la surveillance pérenne dans un seul arrêté préfectoral complémentaire (APC), dans la mesure où les critères permettant d'abandonner la poursuite de la surveillance des substances à l'issue de la phase initiale sont clairement établis dans la circulaire du 5 janvier 2009, et qu'ils peuvent dès lors être repris explicitement dans l'arrêté préfectoral (confer article 3.3.) ;
4. apporter un maximum de souplesse à l'exploitant dans l'échéancier de mise en œuvre du programme tout en respectant les dispositions de la circulaire ministérielle, en fixant le cadencement des différentes opérations à satisfaire par date-butoir :
 - 01/01/2010 : transmission à l'inspection des procédures de prélèvement dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons ;
 - **01/01/2011 : mise en place du programme de surveillance initiale** ;
 - 01/10/2011 : restitution du rapport de synthèse de la surveillance initiale ;
 - **01/01/2012 : mise en place de la surveillance pérenne** ;
 - 01/07/2012 : information sur l'engagement de l'étude technico-économique sur les substances qui le justifie ;

- **01/07/2013 : transmission de l'étude technico-économique, si nécessaire ;**
- 01/10/2014 : restitution du rapport de synthèse de la surveillance pérenne ;
- **01/01/2015 : poursuite de la surveillance pour les substances qui le justifie.**

5. préciser le contenu de l'étude technico-économique attendue.

.../...

6

Sur la base de ces éléments, et conformément à la circulaire du 5 janvier 2009, l'inspection des installations classées a engagé une consultation des exploitants concernés par l'opération en vue de recueillir leur avis d'ici début juin 2009, sur le modèle d'arrêté préfectoral complémentaire proposé et sur la liste des substances prévue de retenir pour la surveillance initiale.

Parallèlement à cet exercice, l'inspection des installations classées a organisé, en partenariat avec l'agence de l'eau Loire-Bretagne et le réseau des CCI, deux réunions d'information pour les exploitants concernés fin mai 2009 à Nantes et au Mans. Ce moment a été l'occasion d'une présentation de l'ensemble du dispositif et d'un échange privilégié avec les exploitants, qui a conduit notamment à repousser l'échéance de la consultation à la mi-juillet 2009.

Enfin, il est à souligner que l'agence de l'eau Loire-Bretagne participera financièrement à hauteur de 50 % du coût de l'opération pour les industriels respectant son cahier des charges destiné à renforcer la fiabilité des résultats notamment sur les modalités de prélèvements.

6- Inventaire des établissements concernés

Comme précisé ci-avant, il a été choisi d'engager uniquement dans un premier temps la surveillance pour les établissements relevant de la directive IPPC et ceux identifiés comme prioritaires nationaux au titre des critères retenus en matière de pollution de l'eau.

Sur la base de ces critères, 148 établissements ont été retenus au niveau régional au moment de la consultation des entreprises : 112 établissements recensés pour ceux suivis par la DREAL et 36 pour ceux suivis par les DDSV, répartis comme suit :

DÉPARTEMENT	44	49	53	72	85	TOTAL
DREAL	29	24	20	25	14	112
DDSV	5	3	7	9	12	36
TOTAL	34	27	27	34	26	148

Est jointe au présent rapport la liste des établissements concernés pour le département de la Sarthe, sachant qu'après vérification ultime, un établissement relevant de la DDSV a été retiré de la consultation.

7- Présentation du projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport (modèle-type) a été établi de façon à fixer dans un même acte administratif les dispositions applicables tant pour la surveillance initiale que pérenne.

Il prévoit notamment les modalités de restitution de la surveillance auprès de l'inspection des installations classées et reprend de façon explicite les conditions à satisfaire pour abandonner la surveillance d'une substance.

L'annexe 1 porte sur la liste des substances retenues pour la surveillance initiale, cette liste ayant été adaptée selon le secteur d'activité de l'établissement sur la base des orientations nationales issues de la circulaire du 5 janvier 2009 et des éléments connus sur l'établissement notamment en matière de rejets de substances dangereuses.

.../...
7

8- Phase de consultation des établissements concernés

Durant la période de fin avril à mi-mai 2009, les exploitants ont été consultés sur le modèle-type d'arrêté préfectoral complémentaire établi en la matière et sur la liste des substances proposées de retenir pour la surveillance initiale.

Comme indiqué précédemment, la fin de la période de consultation a été repoussée à la mi-juillet 2009, sachant que dans les faits, toute correspondance arrivée jusqu'à fin septembre a pu être prise en compte.

De cette consultation, 19 courriers d'exploitants ont été reçus sur les 25 établissements suivis par la DREAL (soit 76%) et 5 courriers sur les 8 établissements suivis par la DDSV (soit 62%), desquels il ressort les points marquants suivants :

- 4 exploitants (17%) ont formulé globalement leur accord sur le contenu du projet d'arrêté préfectoral complémentaire et la liste des substances associée ;
- 18 exploitants (75%) ont sollicité un allègement de la liste des substances à retenir, notamment pour celles en italique, 11 de ces exploitants ayant motivé leur demande à partir d'éléments factuels portant sur la composition des produits utilisés sur le site et/ou sur des résultats d'analyses effectués sur le site ;
- 2 exploitants (8%) indiquent que leur établissement ne rentre pas dans le champ d'application de la circulaire, aucun rejet industriel n'étant généré vers le milieu naturel.

A ce bilan s'ajoutent les situations de deux établissements qui conduit à les retirer du dispositif de surveillance : la Fonderie Leblond pour cessation d'activité et la société Rilletes Baher pour un niveau d'activité en-dessous des seuils IPPC.

Est joint au présent rapport un récapitulatif synthétique des observations des exploitants et des réponses apportées.

9- Propositions de l'inspection des installations classées

Pour la mise en oeuvre de la surveillance des substances dangereuses dans l'eau effectuée en application de la circulaire du 5 janvier 2009, l'inspection des installations classées, dans son ensemble (DREAL et DDSV), a recherché des modalités permettant d'aboutir à un dispositif alliant simplicité et efficacité, comme indiqué au point 5 du présent rapport, et en particulier :

- en ne s'intéressant dans un premier temps qu'aux établissements relevant de la directive IPPC et aux établissements identifiés comme prioritaires nationaux au titre de la pollution de l'eau ;
- en incluant dans la phase initiale, la surveillance des substances en italique, dans la mesure où ces substances sont potentiellement présentes comme cela a été constaté dans bon nombre d'établissements industriels, et que les données liées à l'état des

masses d'eau méritent d'être affinées avant de pouvoir en tirer des enseignements circonstanciés ;

- en fixant les modalités de la surveillance initiale et de la surveillance pérenne dans un seul arrêté préfectoral complémentaire, ce qui permettra notamment d'éviter toute dérive dans le temps pour la mise en oeuvre de la surveillance pérenne ;
- en arrêtant le cadencement des différentes opérations à partir des dates-butoirs permises par la circulaire.

.../...

8

Dans le cadre de la consultation des exploitants ci-avant présentée, il a été tenu compte des observations selon les modalités suivantes :

- un retrait des substances (en gras et en italique) de la liste, dès lors que l'exploitant a apporté suffisamment d'éléments le justifiant, en particulier à partir des informations communiquées par leurs fournisseurs de produits et des résultats d'analyses effectuées sur le site ;
- un allègement du dispositif pour le cas des substances en italique, en permettant de lever leur surveillance dès lors qu'elles ne sont pas décelées au-delà de la limite de quantification LQ durant deux analyses consécutives au lieu de six, y compris celle(s) déjà effectuée(s) sur les rejets du site. Ce point est ajouté à la fin de l'article 3.3. du projet d'arrêté préfectoral.

Au bilan, tel que cela apparaît dans le récapitulatif joint, il s'avère que sur les 24 exploitants qui se sont exprimés (73 % des établissements concernés) :

- quatre exploitants ont exprimé leur accord ;
- onze exploitants ont vu leur liste de substances allégée ;
- sept exploitants n'ont pas réuni les conditions pour obtenir un allègement de leur liste.

Par ailleurs, il est retiré au total quatre établissements du dispositif de surveillance.

Selon ces orientations, il peut être avancé que l'objectif recherché à travers la mise en place de la surveillance initiale sera atteint :

- un affichage effectué suffisamment à l'avance pour permettre aux exploitants de s'organiser et de planifier leur programme pour démarrer l'opération avant fin 2010, l'état de crise économique du moment ne pouvant préjuger de la situation d'ici un an ;
- une connaissance suffisante des substances rejetées de ces établissements en intégrant dès à présent les substances en italique, ce qui permettra de disposer d'un diagnostic plus complet et d'en tirer des enseignements dans le même temps et dans la même approche que pour les substances en caractère gras ;
- un surcoût limité pour les exploitants concernant les substances en italique, puisque l'incidence financière est estimée entre 300 € et 500 € par prélèvement analysé, et que l'agence de l'eau Loire-Bretagne a prévu de participer à 50 % du coût de l'opération.

Ainsi, le résultat de cette consultation permet globalement de donner satisfaction aux exploitants tout en préservant l'objectif recherché à terme : la réduction voire la suppression des rejets des substances dangereuses dans l'eau provenant des installations classées, qui sera un aspect central à suivre à partir de 2013.

10- Conclusions

La circulaire ministérielle du 5 janvier 2009 a demandé aux préfets de mettre en oeuvre la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

.../...

9

Cette deuxième phase intervient sept ans après le démarrage de l'opération de recherche et doit permettre de rendre compte d'ici 2015 à l'échelle des bassins hydrographiques des avancées obtenues en matière de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau.

De façon à répondre aux objectifs de réduction tels que précisés au point 3 du présent rapport, l'inspection des installations classées propose ainsi la mise en place de la surveillance aux 29 établissements figurant dans l'annexe ci-jointe, qui correspondent aux établissements de la première vague visés prioritairement par la circulaire du 5 janvier 2009.

A titre d'information, une deuxième vague d'établissements sera soumise à cette opération à l'horizon de janvier 2013. Après un premier recensement sur la base des éléments connus à ce jour, 25 établissements supplémentaires du département seraient visés.

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose au Préfet de la Sarthe, de prescrire cette surveillance à chacun des 29 établissements concernés sous la forme d'un arrêté préfectoral complémentaire, que vous trouverez ci-joints, pris en application de l'article R 512-31 du Code de l'environnement, et de soumettre cette affaire à l'avis des membres du CODERST à l'appui des documents suivants :

- le présent rapport,
- l'annexe portant sur la liste des établissements concernés,
- le modèle-type d'arrêté préfectoral complémentaire accompagné de ses 5 annexes,
- l'exemplaire de l'annexe 1 spécifique à chaque établissement,
- le récapitulatif synthétique des observations des exploitants et des réponses apportées.

Arrêté n° PROJET du

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement.

Société SOCIÉTÉ à COMMUNE

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires
portant sur les rejets de substances dangereuses dans le milieu
aquatique

**Le Préfet de La Sarthe
Chevalier de la Légion d'Honneur ;**

VU la directive 2008/105/EC du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

VU la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

VU la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

VU le Titre 1er du Livre V du code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement ;

VU les articles R211-11-1 à R211-11-3 du titre 1 du livre II du code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

VU la circulaire DPPR/DE du 4 février 2002 qui organise une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées ;

VU la circulaire DCE 2005/12 du 28 juillet 2005 relative à la définition du « bon état » ;

VU la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 définissant les « normes de qualité environnementale provisoires (NQE_p) » et les objectifs nationaux de réduction des émissions de certaines substances ;

VU la circulaire DGPR/SRT du 5 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation ;

VU le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15 janvier 2008 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;

VU l'arrêté préfectoral N°04-5670 du 16 décembre 2004 modifié par l'arrêté préfectoral N°07-2564 du 21 mai 2007 autorisant la société SOCIÉTÉ à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées à sur le territoire de la commune de COMMUNE ;

VU le courrier de l'inspection du 27 avril 2009 qui a proposé un projet d'arrêté préfectoral ;

VU le courrier de l'industriel du 08 juillet 2009 en réponse ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 octobre 2009 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 05 novembre 2009 ;

VU les résultats de la campagne de mesures réalisée le 07 août 2004 menée dans le cadre de la première phase de recherche de substances dangereuses dans l'eau ;

Considérant l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE ;

Considérant les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

Considérant la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées ;

Considérant les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

Article 1 : Objet

La société SOCIÉTÉ demeurant ADRESSE à VILLE SIÈGE (CP000) doit respecter, pour ses installations situées ADRESSE INSTALLATION sur le territoire de la commune de COMMUNE, les modalités du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance des rejets de substances dangereuses dans l'eau afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances.

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs sont complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses

2.1 Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'**annexe 5** du présent arrêté, reprise de la circulaire DGPR/SRT du 5 janvier 2009 susvisée. Les échantillons à constituer devront être d'un volume suffisant pour permettre l'ensemble des analyses des substances visées à l'**annexe 1** du présent arrêté.

2.2 Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduaire », pour chaque substance à analyser.

2.3 L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'**annexe 5** du présent arrêté :

1. Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduaires » comprenant a minima :

a. Numéro d'accréditation

b. Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées

2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels ;

3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'**annexe 2** du présent arrêté ;

4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'**annexe 3** du présent arrêté.

Les **annexes 2 et 3** du présent arrêté visés aux points 3 et 4 précédents correspondent aux documents figurant à l'**annexe 5.5 de l'annexe 5** du présent arrêté.

2.4 Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit.

Ces procédures doivent intégrer les points détaillés au paragraphe 3 de l'**annexe 5** du présent arrêté et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

Pour bénéficier de cette disposition, l'exploitant devra transmettre les éléments à l'inspection des installations classées :

- **avant le 1^{er} mars 2010** pour la surveillance initiale définie à l'article 3 du présent arrêté ;

- **avant le 1^{er} octobre 2011** pour la surveillance pérenne définie à l'article 4 du présent arrêté.

Après transmission, l'exploitant ne pourra procéder par lui-même à ces opérations de prélèvement et d'échantillonnage, qu'après avoir recueilli l'accord de l'inspection des installations classées.

2.5 Les mesures de surveillance des rejets aqueux déjà imposées à l'industriel par arrêté préfectoral sur des substances mentionnées dans le présent arrêté peuvent se substituer à certaines mesures visées dans le présent arrêté, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- la fréquence de mesures imposée dans le présent arrêté est respectée ;

- les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance répondent aux exigences de l'**annexe 5** du présent arrêté, notamment sur les limites de quantification.

Article 3 : Mise en œuvre de la surveillance initiale

3.1. Programme de surveillance initiale

L'exploitant met en œuvre **avant le 1^{er} janvier 2011**, le programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

- liste des substances dangereuses : substances dangereuses visées à l'**annexe 1** du présent arrêté ;
- périodicité : 1 mesure par mois pendant 6 mois ;
- durée de chaque prélèvement : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation.

Il transmet **au plus tard à cette échéance du 1^{er} janvier 2011** un courrier à l'inspection des installations classées l'informant de l'organisme qu'il aura choisi pour procéder aux prélèvements et aux analyses ainsi que de la période de démarrage du programme de surveillance initiale.

3.2. Rapport de synthèse de la surveillance initiale

L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées **au plus tard le 1^{er} octobre 2011** un rapport de synthèse de la surveillance initiale devant comprendre :

- un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique selon l'**annexe 4** du présent arrêté. Ce tableau comprend, pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées sur l'ensemble des mesures, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen calculés à partir de l'ensemble de ces mesures et les limites de quantification pour chaque mesure ;
- l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent arrêté ;
- l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit et permettant de vérifier le respect des dispositions de l'article 2 du présent arrêté ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés ;
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant met en évidence la possibilité d'abandonner la surveillance de certaines substances, en référence aux dispositions de l'article 3.3 du présent arrêté.
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite adopter un rythme de mesures autre que trimestriel pour la poursuite de la surveillance ;
- le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine (superficielle, souterraine ou adduction d'eau potable).

3.3. Conditions à satisfaire pour abandonner la surveillance d'une substance

La surveillance au rejet d'une substance telle que celles visées dans le présent arrêté pourra être abandonnée si au moins l'une des trois conditions suivantes est vérifiée (la troisième condition n'étant remplie que si les deux critères 3.3.1 et 3.3.2 qui la composent sont tous les deux respectés) :

- 1.** Il est clairement établi que ce sont les eaux amont qui sont responsables de la présence de la substance dans les rejets de l'établissement ;
- 2.** Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont strictement inférieures à la limite de quantification LQ définie à l'**annexe 5.2** de l'**annexe 5** du présent arrêté, et reprise dans le tableau de l'**annexe 1** du présent arrêté ;

3. **3.3.1** Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont inférieures à 10*NQE (norme de qualité environnementale ou, en l'attente de leur adoption en droit français, 10*NQEp, norme de qualité environnementale provisoire fixée dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007) ;

ET 3.3.2 Tous les flux journaliers calculés pour la substance sont inférieurs à 10% du flux journalier théorique admissible par le milieu récepteur (le flux journalier admissible étant calculé à partir du produit du débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche QMNA5 et de la NQE ou NQEp conformément aux explications de l'alinéa précédent).

Dans le cas des substances visées en italique, la surveillance pourra être abandonnée dès lors qu'elles n'auront pas été détectées au-delà de la limite de quantification LQ définie à l'**annexe 5.2.** de l'**annexe 5** du présent arrêté, et reprise dans le tableau de l'annexe 1 du présent arrêté, durant deux analyses consécutives, y compris celle(s) déjà effectuée(s) au sein de l'établissement lors de la première phase de recherche effectuée entre 2004 et 2007.

Article 4 : Mise en œuvre de la surveillance pérenne

4.1 Programme de surveillance pérenne

L'exploitant poursuit **au plus tard à compter du 1^{er} janvier 2012** le programme de surveillance au(x) point(s) de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

- liste des substances dangereuses : substances dangereuses visées à l'**annexe 1** du présent arrêté, dont la surveillance est retenue sur la base du rapport de synthèse établi à l'issue de la surveillance initiale en référence aux articles 3.2. et 3.3. du présent arrêté ;
- périodicité : 1 mesure par trimestre pendant 2 ans et 6 mois, soit 10 mesures ;
- durée de chaque prélèvement : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation.

Il transmet **au plus tard à cette échéance du 1^{er} janvier 2012** un courrier à l'inspection des installations classées l'informant de l'organisme qu'il aura choisi pour procéder aux prélèvements et aux analyses ainsi que de la période de démarrage du programme de surveillance pérenne.

Lors de cette phase de surveillance et en référence aux dispositions prévues par la circulaire DGPR/SRT du 5 janvier 2009, l'inspection des installations classées peut demander par écrit à l'exploitant d'adapter si besoin, en terme de substances ou de périodicité, le programme de surveillance qu'il a proposé de poursuivre, au vu du rapport établi en application de l'article 3.2. du présent arrêté et d'éléments complémentaires d'informations connues concernant notamment l'état de la masse d'eau à laquelle le rejet est associé.

4.2 Étude technico-économique

L'exploitant devra engager une étude technico-économique, faisant référence à l'état de l'art en la matière, accompagnée d'un échéancier de réalisation pouvant s'échelonner jusqu'en 2021, si des substances figurant dans la surveillance prescrite à l'article 4.1. ci-dessus sont concernées par les objectifs suivants :

1-pour les substances dangereuses prioritaires figurant à l'annexe X de la directive 2000/60/CE susvisée (DCE) : possibilités de réduction à l'échéance de 2015 et de suppression à l'échéance de 2021 (2028 pour anthracène et endosulfan) ;

2-pour les substances prioritaires figurant à l'annexe X de la directive 2000/60/CE susvisée (DCE) et pour les substances pertinentes de la liste I de l'annexe I de la directive 2006/11/CE ne figurant pas à l'annexe X de la directive 2000/60/CE susvisée (DCE) : possibilités de réduction à l'échéance de 2015 ;

3-pour les substances pertinentes de la liste II de l'annexe I de la directive 2006/11/CE, lorsqu'elles sont émises avec un flux supérieur à 20% du flux admissible dans le milieu : possibilités de réduction à l'échéance de 2015 ;

4-pour les substances pertinentes figurant à la liste II de l'annexe I de la directive 2006/11/CE, émises avec un flux inférieur à 20% du flux admissible dans le milieu mais pour lesquelles la norme de qualité environnementale n'est pas respectée : possibilités de réduction à l'échéance de 2015.

Cette étude devra mettre en exergue les substances dangereuses dont la présence dans les rejets doit conduire à les supprimer, à les substituer ou à les réduire, à partir d'un examen approfondi s'appuyant notamment sur les éléments suivants :

- les résultats de la surveillance prescrite ;
- l'identification des produits, des procédés, des opérations ou des pratiques à l'origine de l'émission des substances dangereuses au sein de l'établissement ;
- un état des perspectives d'évolution de l'activité (process, niveau de production ...) pouvant impacter dans le temps qualitativement ou quantitativement le rejet de substances dangereuses ;
- la définition des actions permettant de réduire ou de supprimer l'usage ou le rejet de ces substances. Sur ce point, l'exploitant devra faire apparaître explicitement les mesures concernant la ou les substances dangereuses prioritaires et celles liées aux autres substances. Les actions mises en œuvre et/ou envisagées devront répondre aux enjeux vis à vis du milieu, notamment par une comparaison, pour chaque substance concernée, des flux rejetés et des flux admissibles dans le milieu. Ce plan d'actions sera assorti d'une proposition d'échéancier de réalisation ;

POUR CHACUNE DES SUBSTANCES DEVANT ÊTRE RÉDUITE OU SUPPRIMÉE DANS LE REJET, L'ÉTUDE DEVRA FAIRE APPARAÎTRE L'ESTIMATION CHIFFRÉE POUR CHAQUE SUBSTANCE CONCERNÉE, DU REJET ÉVITÉ PAR RAPPORT AU REJET ANNUEL MOYEN DE L'INSTALLATION (EN VALEUR ABSOLUE EN KG/AN ET EN VALEUR RELATIVE EN %), ET ÊTRE COMPARÉE AVEC LES OBJECTIFS NATIONAUX DE RÉDUCTION TELS QUE PRÉCISÉS DANS LA CIRCULAIRE DU 7 MAI 2007.

LORSQU'UNE TELLE ÉTUDE SERA À RÉALISER, ELLE DEVRA ÊTRE FOURNIE AU PRÉFET ET À L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES **AU PLUS TARD LE 1^{ER} JUILLET 2013**. DANS CETTE OPTIQUE, L'EXPLOITANT DEVRA INFORMER L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES **AU PLUS TARD LE 1^{ER} JUILLET 2012** QU'IL A ENGAGÉ À CETTE ÉCHÉANCE LADITE ÉTUDE ET QU'IL SERA EN MESURE DE LA TRANSMETTRE DANS LES DÉLAIS IMPARTIS.

4.3 Rapport de synthèse de la surveillance pérenne

L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées **au plus tard le 1^{er} octobre 2014** un rapport de synthèse de la surveillance pérenne dans les formes prévues à l'article 3.2. du présent arrêté.

Ce rapport devra conduire l'exploitant à proposer la nature du programme de surveillance à poursuivre selon les dispositions de l'article 3.3. du présent arrêté et en fonction des conclusions de l'étude technico-économique visée au point 4.2. du présent arrêté, lorsqu'une telle étude aura été réalisée.

4.4 Actualisation du programme de surveillance pérenne

L'exploitant poursuit **au plus tard à compter du 1^{er} janvier 2015** le programme de surveillance au(x) point(s) de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

- liste des substances dangereuses : substances dangereuses visées dans **l'annexe 1** du présent arrêté, dont la surveillance est retenue sur la base du rapport de synthèse établi en référence aux articles 4.3. et 3.3. du présent arrêté ;

- périodicité : 1 mesure par trimestre ;

- durée de chaque prélèvement : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation.

En cas d'évolution dans les produits, des procédés, des opérations ou des pratiques susceptibles d'être à l'origine de l'émission dans les rejets de nouvelles substances dangereuses au sein de l'établissement, l'exploitant est tenu d'actualiser le cadre de sa surveillance à ces nouvelles substances jusqu'à la vérification du respect des dispositions définies à l'article 3.3. Il en informera l'inspection des installations classées.

Article 5 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets

5.1 Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux

Les résultats des mesures du mois N réalisées au titre de la surveillance des rejets aqueux devront être saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet et transmis mensuellement à l'inspection des installations classées par voie électronique avant la fin du mois N+1, lorsque celui-ci sera rendu opérationnel pour la région des Pays de la Loire.

Dans l'attente, ou si l'exploitant n'utilise pas la transmission électronique via le site de déclaration mentionné ci-avant, ils seront, sauf après dispense accordée par l'inspection des installations classées, saisis à partir de l'outil informatique GEDAI mis à disposition par l'agence de l'eau Loire-Bretagne et la DREAL des Pays de la Loire. Ils seront dans tous les cas transmis selon les mêmes formes que celles retenues pour les résultats d'autosurveillance des rejets d'effluents industriels aqueux.

5.2 Déclaration annuelle des émissions polluantes

Les substances faisant l'objet de la surveillance pérenne décrite à l'article 4 du présent arrêté doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. Ces déclarations peuvent être établies à partir des mesures de surveillance prévues à l'article 4 du présent arrêté pour les émissions de substances dangereuses dans l'eau ou par toute autre méthode plus précise validée par les services de l'inspection, notamment dans le cas d'émissions dans le sol pour les boues produites par l'installation faisant l'objet d'un plan d'épandage.

Article 6 : Dispositions applicables en cas d'infraction ou d'inobservations du présent arrêté

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

Article 7 : Dispositions administratives

7.1 - Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la Mairie de **COMMUNE** et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera publié aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

7.2 - Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, conformément à l'article L514-6 du code de l'environnement. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nantes par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés.

7.3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Sarthe, Le Maire de **COMMUNE**, l'Inspecteur des Installations Classées de la , le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du Logement, et le Commandant du Groupement de la Gendarmerie de la Sarthe, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PREFET

ANNEXE 1 : LISTE DES SUBSTANCES DANGEREUSES

FAISANT PARTIE DU PROGRAMME DE SURVEILLANCE

TABLEAUX